

# PROJET PARRUR

COLLECTIF SYLVA TERRA

Rapport d'activités : janvier –juin 2013

## SOMMAIRE

- Synthèse des travaux de janvier à juin 2013
- Ateliers
- Présentation des publications
- Annexes

Ce quatrième rapport est subdivisé en trois (3) parties

## 1 Synthèse des travaux de janvier à juin 2013

### 1.1 Avancement des travaux des doctorants

- Razafimahatratra Voniharilanto a terminé ses travaux de terrain. Elle enrichit ses connaissances techniques par la formation en SIG et télédétection. Une publication doit être faite intitulée : « Sept années de mise en œuvre de la Réforme Foncière en Itasy »
- Zo Ravelomanantsoa dans le contexte de sa thèse et de ses occupations professionnelles, aborde le concept du développement par la recherche des flux croisés **entre la gouvernance foncière décentralisée et la gestion de la fiscalité, notamment foncière**. Des études menées au niveau communal montrent la possibilité de constitution de ressources par la mise en œuvre de projets sociaux au niveau local et comme outil de gestion du territoire communal. Une publication est également prévue.
- Eric Raparison, après son inscription en thèse, a dû se consacrer à la finition de « l'analyse des textes juridiques sur le foncier, la gestion forestière, le développement rural, l'aménagement du territoire et la décentralisation » en collaboration avec le pool des juristes. Les acquis de ce travail donnent matière à l'élaboration d'un article.

### 1.2 Finition des soutenances de DEA

Six DEA ont été soutenus, un (1) auprès de l'ICMAA, quatre (4) auprès de l'Agro-management, un (1) en géographie.

Le DEA de géographie de Rajo Andry Rafehimanana a été présenté en janvier 2013, intitulé « La sécurisation foncière autour des réserves indigènes à Ambanja ». L'ouvrage met en exergue la coexistence de plusieurs catégories d'accession à la terre : les concessions coloniales étendues sur les sols les plus fertiles, les Réserves indigènes –RI- et les terres occupées suivant le droit coutumier.

Les 4 de l'Agro-Management ont été soutenus le 5 septembre 2012. Deux guichets fonciers -GF- ont été analysés plus finement, l'un dans une commune rurale, en périphérie du chef-lieu de district, l'autre dans la commune urbaine d'Ambanja. Les deux GF ont bénéficié d'un Plan d'occupation du

Sol –PLOF-. Les urbains manifestent dans leur majorité leur souci d'obtenir leur titre foncier. Les ruraux peuvent être subdivisés en deux (2) ensembles. D'une part les anciens ouvriers des compagnies qui veulent obtenir l'assurance de rester sur les terres occupées depuis plusieurs générations par leurs ancêtres, d'autre part la régularisation foncière de l'appropriation des terres suivant le droit coutumier. Cela provoque des situations ambiguës et les conflits auprès du tribunal terrier sont multiples. Les résultats de la recherche corroborent le souci majeur de la population d'assurer la sécurisation foncière.

### **1.3 Achèvement des recherches du pool des juristes**

Un dossier de 85 p. a été remis, après validation par les experts juristes de l'Agro-management (J. Razafiarjaona). Le livrable comporte trois (3) subdivisions :

- Un glossaire sur le sens exact des mots ou expressions vient à bon escient, replacés dans leur contexte respectif
- Le texte proprement dit fait (i) l'historique de l'appropriation foncière et l'aspect général sur la domanialité des terres à Madagascar ; (ii) les politiques sectorielles en valorisant les problèmes spécifiques liés à la décentralisation ; (iii) l'inventaire et l'analyse des textes juridiques en vigueur régissant l'aménagement rural, en particulier le système juridique malgache en matière foncière et les modalités d'acquisition du droit de propriété. La pléthore des textes et leur non application complique les situations sur le terrain surtout quand le transfert des compétences n'a pas été effectif ; (iv) l'analyse des textes sectoriels fait une rétrospective depuis le temps des royaumes jusqu'à l'indépendance. Cela est renforcé par une approche transversale dans les domaines du foncier, de l'environnement et forêt, de la réforme agraire, de la décentralisation et des mines c'est-à-dire les domaines pertinents pour le développement du pays. La synergie intersectorielle envers les politiques et textes sectoriels comporte des lacunes et remet en cause la compétence décentralisée au niveau municipal. En outre, un certain cloisonnement intersectoriel est constaté et des mesures ont été prises pour une meilleure cohérence, afin de préciser les grandes orientations du MAP. Les recommandations insistent sur la nécessité de sécurisation foncière des investissements soit par un transfert de propriété soit par un transfert de gestion. Ces deux modalités peuvent être articulées avec la décentralisation et le désengagement de l'Etat.
- Un annexe fait l'inventaire physique des textes avec un tableau donnant les dates des décrets, arrêtés, lois, ordonnances code et leur contenu.

L'ouvrage est un outil de travail excellent pour les chercheurs non initiés. Il fera l'objet de brochures à distribuer auprès des diverses institutions idoines.

## **2 Les ateliers**

### **2.1 Atelier intermédiaire du 22/01/13**

Le School for International Training-SIT- fait partie du collectif Sylva Terra. Barry Fergusson, le

responsable n'a pu assister à l'atelier de lancement de septembre 2011 et a été invité à faire état des recherches dans l'Anosy. Deux interventions ont été effectuées. La première, présentée par Valiantsoa, de niveau licence du Centre Ecologique du Libanona rattaché au SIT a porté sur la Nouvelle Aire Protégée – NAP- d'Ifotaka. Les recherches ont été menées auprès de 128 ménages répartis dans cinq villages. Après avoir relaté les types d'activités agricoles et les revenus obtenus pour chaque spéculation (58% issus de la vente du maïs), l'étudiante a abordé le mode d'appropriation des terres agricoles. La zone d'étude est une terre clanique des Tefototra, régie par le droit coutumier. Les enquêtes ont révélé que 38% des terrains ont été obtenus soit auprès de la commune rurale, du *fokontany*, soit hérités, soit par l'occupation de terrains domaniaux. Or les autorités idoines ne reconnaissent pas le droit coutumier d'une part et d'autre part, le projet de NAP semble être utopique dans la mesure où les limites empiètent largement sur les terrains de culture locale. Une piste de recherche est donc ouverte.

La seconde intervention présentée par Barry Fergusson a d'abord valorisé l'importance de l'Anosy comme point chaud pour la biodiversité. Les résultats des recherches appliquées au foncier révèlent les contradictions avec le concept de conservation. La réforme foncière de 2005 est pertinente mais son application dans la zone d'étude se heurte à des pratiques locales destructrices.

Des exemples illustrent ces propos. Les réserves foncières pour le reboisement ne sont pas mises en œuvre. Chaque famille en théorie est obligée de planter annuellement 20 arbres pour ses besoins domestiques mais cela est loin d'être réalisé. Les ménages, en cas d'urgence n'hésitent pas à couper leurs arbres fruitiers pour satisfaire leurs besoins en ressources énergétiques. La commune rurale d'Ifotaka n'a pas de guichet foncier et la sécurisation foncière est loin d'être assurée.

De plus, de nombreuses questions foncières dans la conservation ne sont pas abordées : **quid des pâturages de transhumance ? Les revendications « coutumières » d'accès à la terre sont-elles illégitimes ?**. L'émergence d'outils économiques comme le REDD, le PSE nécessite une meilleure connaissance du processus coutumier.

Les droits fonciers sécurisés permettent d'avoir accès au crédit mais la multitude d'opérations d'exploitation locale (mines, biocarburants, conservation) entraîne le chevauchement des revendications sur les terres ancestrales coutumières. Au cours du débat, a été discuté le concept de « forêt sacrée et /ou forêt tabou » et les risques de litiges fonciers avec les opérations en cours.

## **2.2 Atelier de restitution des projets en partenariat dans le cadre de PARRUR**

L'analyse territoriale des dynamiques rurales est la thématique du collectif Sylva Terra intitulée : «Stratégies paysannes et politique d'enregistrement des droits fonciers dans les territoires ruraux aménagés ou protégés »

Les recherches ont porté sur l'ensemble de Madagascar, couvrant des situations foncières diverses dans le temps et dans l'espace. Il ressort des résultats que les litiges fonciers sont latents, le fonctionnement des GF a été suspendu dans leur majorité et cela va à l'encontre du désir de sécurisation foncière de la majorité de la population.

Il conviendra d'informer le **COMITE NATIONAL DE REVISION DES TEXTES- CNRT-** sur les résultats acquis afin de l'orienter vers les tendances observées sur le terrain.

### **3 Les publications**

Encadreurs et étudiants se sont engagés lors de l'atelier de janvier 2013 à faire des publications sur leurs travaux respectifs à mettre sur le site web de l'Observatoire du Foncier-OF- partenaire du collectif. Voici les titres :

RAMAMONJISOA J., RAFEHIMANANA R. : « Sécurisation foncière autour des Réserves Indigènes à Ambanja, Nord-ouest »

RAMANANARIVO R., RANAIVOSON M.S., RAZAFIARIJAONA J., RAZAFINDRAIBE R., RAMANANARIVO S., AUBERT S. « Régulation foncière dans le système agro-pastoral : cas de la forêt d'Ambihy, commune rurale de Betatao Poste, Anjozorobe, Hautes terres Centrales »

RAVELOMANANTSOA Z. : « Des politiques foncières passées au service d'un aménagement du territoire dirigiste à Madagascar du temps des royaumes à la fin du XXème siècle »

RAZAFIMAHATRATRA V. : « Sept années de mise en œuvre de la réforme foncière en Itasy, Hautes Terres Centrales »

RAMANANARIVO R., SOAVELO A.R., RAZAFIARIJAONA J., RAZAFINDRAIBE R., RAMANANARIVO S., AUBERT S., RAKOTOZANDRINY J.N. « Système d'utilisation des terres et certification foncière autour des NAP : cas de la commune rurale de Beforona »

RAMANANARIVO R., BUI VAN DINH T, RAZAFIARIJAONA J., RAZAFINDRAIBE R., RAMANANARIVO S., AUBERT S., RAKOTOZANDRINY J.N. : « Etat de la sécurisation foncière dans la commune rurale de Mandialaza : cas du NAP dans le corridor forestier d'Anjozorobe Angavo et des forêts plantées »

RAMANANARIVO R., RAMILAMANANA N., RAZAFIARIJAONA J., RAZAFINDRAIBE R., RAMANANARIVO S., AUBERT S., RAKOTOZANDRINY J.N. : « La sécurisation foncière dans et autour du complexe d'Aire protégée de la montagne d'Ambre »

RAKOTONIRINA T., RADIMILAHY C. : « Stratégies paysannes et analyse comparative de la mise en valeur dans les A.M.V.R. du lac Alaotra et de Manakara »

## **CONCLUSION**

Le chronogramme du collectif Sylva Terra avait prévu plusieurs ateliers et des séminaires ordonnés suivant 3 axes :

- Axe 1 : recueil et analyse des textes sur les politiques foncières d'aménagement et la gestion forestière : Recueil, analyse critique et mise en contexte : terminé
- Axe 2 : Etudes de terrain : statuts fonciers hérités et stratégies foncières paysannes : DEA et autres travaux de recherches achevés ; thèses bien avancées.

- Axe 3 : Conception concertée d'innovations juridiques et institutionnelles composée d'ateliers de recherches et d'ateliers méthodologiques et de réflexion.

Trois ateliers ont été organisés. Il reste deux séminaires et plusieurs ateliers afin de voir l'articulation entre les résultats des travaux de terrain et le recueil des textes afin d'aboutir à des propositions concrètes pour le comité National de révision des textes.

J. RAMAMONJISOA

Juin 2013